

Ils ont des chapeaux d'ions...

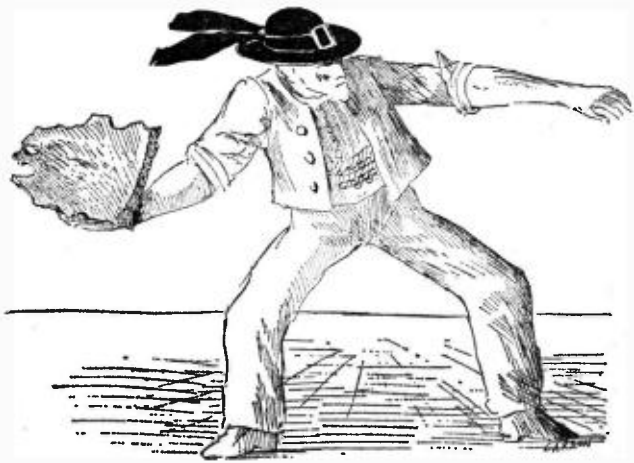
(Suite de la page 1)

● **L'ENJEU** : deux camionnettes baptisées « mairies annexes » par le préfet. Elles contiennent les registres de « l'enquête d'utilité publique », indispensable selon le règlement pour que le décret du même nom puisse être signé par le gouvernement. Les citoyens concernés sont censés y consigner leurs opinions. En fait, une foutaise. La décision a déjà été prise sans eux. A Flamanville, les travaux de la centrale ont commencé avant la fin de l'enquête ; à Braud-Saint-Louis, où la population a joué le jeu, réunissant 30.000 signatures hostiles à la centrale, le décret a été adopté quand même. Les gens de Plogoff ont donc décidé de fermer leur mairie au mensonge et d'expulser les camionnettes du mépris. Car Giscard a juré en 1974 qu'aucune centrale ne serait implantée sans l'accord du bon peuple.

● **POURQUOI AVOIR CHOISI PLOGOFF** ? C'est évident. Il n'y a pas d'eau douce disponible à moins de 60 kilomètres, à Lemézec. Or il en faudra 5.400 m³ par jour pour faire fonctionner la centrale. EDF se gargarise du « socle granitique » de la pointe du Raz : les spécialistes parlent plutôt de roche pourrie, pleine de failles et de trous. Les courants de la pointe du Raz ? Ils portent vers la terre et non vers le large ce qu'on leur confie : on mangera du césium et du cadmium à Douarnenez.

Reste cet argument massue, martelé du PC à la majorité : la Bretagne doit produire l'électricité qu'elle consomme. Dans ces conditions, pourquoi ne pas priver de pain les régions qui ne produisent pas de blé ? Pourquoi ne pas interdire la voiture aux Français qui n'habitent pas Le Havre ou Fos-sur-Mer ?

● **QUI A CHOISI PLOGOFF** ? Un certain Tanguy Le Maréchal, haut dignitaire de l'EDF, chargé de détecter les sites nucléaires, a fourni la réponse dans le « New York Herald Tribune » voici trois mois : « Il vous faut quelqu'un avec du nez, une personne qui soit capable de jeter un coup d'œil sur une parcelle



vierge de territoire et de dire carrément : on peut le faire ici ! » Voilà. Le pif. D'hélico, il a aperçu un bout de lande vierge. Il s'est renseigné : les Bretons du cru avaient voté Guermeur. C'était du tout cuit. Et, dès lors, en avant les troupes d'élite ! De quoi ? Ils ne veulent pas des ions ? Qu'on leur donne des gnons ! Ici intervient un agitateur professionnel déjà célèbre en Bretagne : le provo de Carnac, Christian Bonnet.

● **QUELQUES FAITS D'ARMES**. A l'aube du premier jour d'enquête, deux cents gendarmes armés jusqu'aux balles ont coincé sept hommes de Plogoff qui montraient leurs mains nues, dans la cour de la mairie. « Tirez donc ! » a lancé un civil. Posément, à trois mètres, un gendarme l'a fait : au bas-ventre. Le gendarme représentait la loi.

Comme ceux qui, après avoir attrapé Clet Anquer, le rebelle, gardien de prison à la retraite, l'ont attaché les bras en l'air au pied d'un lit du petit séminaire de Pont-Croix, refusant de le détacher jusqu'à ce que ses mains deviennent noires et qu'il se torde de douleur, le laissant pisser dans son pantalon. Clet Anquer l'a dit devant le tribunal. Le président a répondu que ce n'était pas son affaire et l'a condamné à un mois. Le parquet vient de faire appel à minima : ce n'était pas assez.

Pauvres gendarmes ! En plus, ça a soif ; ça va boire un coup en groupe, le soir, armé, bien sûr, après le boulot, dans les bistrotts de Pont-Croix. Deux coups, trois coups, pour se remettre de ceux de l'après-midi. Et puis ça sort du bistrot pour éliminer. C'est ainsi qu'on se retrouve à l'hôpital de Brest dans un fichu état. Le préfet Jourdan ne s'en vante pas.

● **QUE FAIRE** ? Suspendre la mascarade ? Retirer les troupes d'occupation ? Réfléchir que la population est, à 85 %, d'accord ; que ce ne sont pas des « professionnels de l'agitation » comme le dit gentiment le PC ; qu'il n'y a même pas d'« affrontements socialo-communistes » dans le coin, comme en rêve « France-Soir » du 3-3, vu que les cocos du cru ont presque tous déchiré leur carte ; que les grand-mères, les gosses, les mécaniciens de marine, les bouseux, les parents de flics, les anciens des commandos, les fonctionnaires, les retraités, les femmes, toutes les femmes en tête, ceux de droite et de gauche, se battent au coude à coude pour défendre leur pays violé, leur droit à la vie ; que la révolte fait, tache d'huile ? Laisser la paix des braves s'instaurer ? Pensez-vous ! Bonnet et son préfet ont choisi la guerre des bavures. Force doit rester à la force, baptisée loi. Vendredi, 29-2, les paras ont franchi un bang dans l'escalade. Désormais, guerre à outrance. On traque, on matraque le Breton bougnoule. La « loi anti-casseurs » ? Mais qui casse la démocratie, avec les crânes, les structures sociales, et bientôt le pays ?

Reste une solution, gens de Plogoff, pour que cesse l'ineptie : achetez des sangliers, lâchez les cerfs sur la lande, entre Feunteun-Aod et Pors-Lobous. Alors vous avez une chance de voir le président de la République française intervenir contre l'arrogante imbécillité de son administration, comme il l'a fait à Rambouillet pour sauver ses chasses qu'EDF risquait de polluer en injectant une nappe de gaz dans le sous-sol.

2.000 gendarmes ne suffisant pas en ce moment, combien de régiments faudra-t-il pour protéger les kilomètres de pipe-lines nécessaires pour apporter l'eau douce, quand les travaux commenceront ?

B. Th.